

Caen, le 14 février 2017

Aux syndicats CGT de Normandie.

Copie : NVO – Comité Régional

N° 6

Cher (e) s Camarades,

Notre campagne NVO

En lien avec nos campagnes CGT...

En cette période de campagne électorale, nous voyons bien que les candidats ne portent pas tous, dans leurs programmes les priorités sociales et n'apportent pas plus de réponse aux attentes des salariés actifs, retraités et privés d'emploi.

La CGT ne donnera aucune consigne de vote. Mais va mener différentes campagnes revendicatives pour démontrer dans l'opinion publique, que d'autres choix sont possibles, par une autre répartition des richesses.

Les campagnes de la CGT. Contre le coût du Capital, pour les 32h, pour la reconquête industrielle et le développement des services publics, sans oublier celle sur les idées nauséabondes de l'extrême droite, sont autant d'éléments que **la NVO** met en avant pour nous aider à aller aux débats avec les salariés.

Le résultat des élections des TPE. Où la presse du Capital s'est contentée uniquement de coucher sur leur papier, que la CGT reste première organisation syndicale chez les salariés des TPE, alors que cette même presse, il y a quelques temps, nous voyait deuxième organisation syndicale derrière la CFDT. Ce résultat nous conforte à poursuivre nos mobilisations.

La NVO, utile pour engager le débat avec les salariés. Pour réussir cette convergence des luttes et des mobilisations d'ores et déjà prévues, aboutissant à la journée d'action **du 21 mars 2017** (décidée par toutes les organisations du CCN en novembre 2016).

- **Nous devons réussir** les assises de l'Industrie du **22 février**.
- **Réussir** la mobilisation pour les droits des femmes le **8 mars**.
- **Réussir** les actions dans plusieurs professions, engagées depuis plusieurs mois (*Cheminots, Pôle Emploi, électriciens et gaziers, etc.*).
- **Réussir** la manifestation nationale du **7 mars**, dans la Santé (*à l'appel de la CGT, FO et Solidaires*). Ce jour-là, ce n'est pas seulement la défense de l'hôpital. C'est la défense du service public, de la Sécurité Sociale et de toutes les conquêtes sociales. La défense de l'hôpital public et de la sécurité sociale nous concerne tous ! **C'est le sens de l'appel des organisations syndicales de retraités** (*UCFR-FO, UCR-CGT et UNIR-Solidaires*) qui appellent l'ensemble des retraités à manifester à Paris.

Dans toutes ces convergences de luttes et appels à la grève, il s'agit de mettre en avant les propositions revendicatives alternatives portées par la CGT, face aux politiques d'austérité, menées par le patronat et les gouvernements successifs

Dans toutes ces initiatives, n'oublions pas de rappeler le rôle indispensable de la NVO !

Elections TPE



Malgré tous les obstacles mis en place par le gouvernement dans l'organisation des élections TPE, les salariés ont une nouvelle fois choisi la CGT comme 1^{ère} organisation syndicale pour défendre leurs intérêts.

N'en déplaise à certains, la CGT va continuer pour que les salariés des TPE, puissent bénéficier des mêmes droits que les autres salariés, les conventions collectives, les Comités d'entreprises, etc...

La mise en place des Commissions Paritaires Régionales où les élus CGT vont siéger, devra permettre à ce que les salariés obtiennent de nouveaux droits.

Les résultats des élections TPE 2017 (avec près de 4,6 millions d'inscrits):

	Total National		Cadres		Non-Cadres		Total Normandie	
	Suffrages exprimés	%	Exprimés	%	Exprimés	%	Exprimés	%
CNT SO	5 848	1,81	214	0,56	5 634	1,97	260	1,65
FO	42 117	13,01	2 931	7,73	39 186	13,71	2 102	13,32
CFTC	24 082	7,44	3 680	9,71	20 402	7,14	919	5,82
Syndicats anti-précarité	6 790	2,10	236	0,62	6 554	2,29	367	2,33
STC	3 472	1,07	497	1,31	2 975	1,04	54	0,34
UNSA	40 429	12,49	3 300	8,71	37 129	13	2 158	13,68
CNT	7 463	2,31	668	1,76	6 795	2,38	309	1,96
Solidaires	11 324	3,50	1 243	3,28	10 081	3,53	471	2,99
CAT	3 899	1,20	565	1,49	3 334	1,17	156	0,99
la CGT	81 286	25,12	5 470	14,43	75 816	26,54	4 373	27,72
CFDT	50 122	15,49	7 324	19,32	42 798	14,98	2 415	15,31
CFE-CGC	10 928	3,38	10 928	28,83	0	0	393	2,49
Total	32 3622		3 7905		28 5717		13 977	



VO Impôts De bonnes raisons de lire la VO Impôts, même si votre déclaration est déjà pré remplie.

Dans la préparation de la loi de finances pour 2017, il a été beaucoup question de 2 mesures phares, l'une immédiate avec la baisse des impôts de 20%, pour les contribuables modestes, l'autre applicable le 1^{er} janvier 2018, sur le prélèvement à la source.

L'une comme l'autre sont loin de répondre aux injustices de notre système fiscal. En parcourant les pages de la VO Impôts, vous allez prendre connaissance des propositions de la CGT concernant notre système fiscal.

Au-delà du fait qu'elle est numéro 1 des guides fiscaux, qu'elle est d'une aide reconnue, **nous devons amplifier la vente militante.**

10 000 exemplaires vendus par le réseau militants plutôt que dans les kiosques, c'est **26 000 €** de recettes en plus pour notre entreprise de presse. **Il est de notre responsabilité de favoriser la vente militante.**

Commandes VO Impôts Normandie – au 13/02/2017

CODE CLIENT	SYNDICAT	CIVILITE-NOM-PRENOM	CP-VILLE	QUANTITE
731469	CGT FAPT	MME BODEREAU DEBORAH	14000 CAEN	21
777760	SANOFI	M. VAN BOXSTAEI THIERRY	14100 LISIEUX	15
777898		M. LAMY BRUNO	14470 COURSEULLES SUR MER	3
774275	SYNDICAT CGT NOUVEL HOPITAL NAVARRE		27022 EVREUX CEDEX	5
731653		MME PERIGNON NICOLE	27150 MORGNY	5
761999		LEBOURGEOIS DOMINIQUE	27600 GAILLON	1
731304		M. LE POLLES JEAN MARIE	27660 BEZU ST ELOI	1
744441		M. DEVAUX CHRISTOPHE	50170 HUISNES SUR MER	1
731026	SYND CGT RETRAITES EDF GDF MANCHE	M. GUERIN CLAUDE	50380 ST PAIR SUR MER	82
777759		M. LAUNEY STEPHANE	50500 ST GEORGES DE BOHON	38
777811		MME DORANGE SOPHIE	50690 TEURTHEVILLE HAGUE	1
777908		M. LAUTE ALAIN	61400 MAUVES SUR HUISNE	2
731379	SYNDICAT CGT CIC NORD OUEST	M. GENTY DANIEL	76000 ROUEN	77
773168		MME VINCENT GERMAINE	76100 ROUEN	1
510275		M. PRIVAT ROBERT	76130 MONT ST AIGNAN	3
755456		M. MORICE DOMINIQUE	76190 YVETOT	1
744479		M. LELEU DAVID	76290 MONTVILLIERS	1
760931		MME JURET INGRID	76500 LA LONDE	1
731733	SYNDICAT CGT CHAPELLE DARBLAY	M. DE BARROS MANUEL	76530 GRAND COURONNE	140
731321	SYNDICAT CGT TOTAL PETROCHEMICALS	M. LEFEBVRE YANN	76700 HARFLEUR	35
				434

A ce tableau, il faut ajouter :

UD CGT de Seine Maritime : **50** exemplaires. CGT Pétroplus : **60**. UD CGT du Calvados : **60**.
Les commandes ont été effectuées au Stand NVO Normandie.

Nous invitons les autres syndicats à passer rapidement leurs commandes.

En remplissant le bon de commande et à l'envoyer par mail : commercial@nvo.fr.

✂

Bon de commande VO Impôts 2017

Code article 03170120 / Prix unitaire : 6 €

Nb. ex. x 6 € = €

Ci-joint :

Chèque n°

Banque

À l'ordre de *La Vie Ouvrière*

Les invendus ne sont pas repris

(Écrire en lettres capitales, merci)

VOTRE FÉDÉRATION OU BRANCHE

SYNDICAT/SOCIÉTÉ

À préciser si nécessaire à l'expédition

NOM*

PRÉNOM*

N°* RUE*

CODE POSTAL* VILLE*

TÉL. FIXE*

TÉL. PORTABLE*

COURRIEL*

Code origine : lettrejour

FACTURE OUI NON

* Champs obligatoires



ADRESSEZ VOTRE COMMANDE À : Nouvelle SA La Vie Ouvrière - Case 600

Service Diffusion – 263, rue de Paris – 93 516 Montreuil Cedex. Tél. : 01 49 88 68 50 / Fax : 01 49 88 68 66 – commercial@nvo.fr

Avec la NVO pour relancer l'industrie.



La NVO de janvier publie un nouveau dossier, cette fois-ci, sur les enjeux du numérique.

En Normandie, le stand NVO, aux initiatives CGT.

Le 3 février. Vœux de la CGT des Territoriaux de Grand-Couronne.



Manu Degrave, Secrétaire du syndicat, a fait un retour sur l'année 2016 qui restera, à ne pas en douter, dans les mémoires avec la loi travail, qui est venue activer 5 années de politique qui n'avait rien à envier, à une politique de droite, mais qui en était une.

Une loi qui remet en cause nos acquis de 1936, nos conventions collectives et le code du travail, garantissant un socle commun pour l'ensemble des salariés.

Un gouvernement qui a répondu aux exigences du patronat avide de dividendes toujours de plus en plus colossaux, face aux salariés aux fins de mois sont de plus en plus difficiles. La précarité, l'austérité et la casse des services publics sont ressentis par des milliers de concitoyens. Dans notre collectivité, l'année 2016 a été riche en travail syndical. La même logique se met en place dans la fonction publique, avec la loi « Notre » des collectivités territoriales, pour détricoter le statut des agents pour les aligner sur ceux du privé.



Face à cette situation la CGT réclame le même statut pour l'ensemble des agents, titulaires ou pas et que le recours au CDD, ne puisse excéder 1 an. Pour 2017 ceci a été pris en compte, pour 11 agents de notre collectivité seront titularisés.



Manu, a rappelé le rôle de la NVO. En effet nous le répétons sans cesse, comment peut-on mener le combat syndical avec nos valeurs sans pour autant avoir les éléments pour apporter la contradiction.

Ne nous voilons pas la face, les médias par les journaux ou la télévision interposée lessivent le cerveau de nos concitoyens. A nous militants de démontrer que rien n'est inéluctable. L'outil nous l'avons, c'est la NVO, dans notre syndicat 2 abonnés seulement, cela doit nous

interpeller ? S'abonner c'est un acte militant, c'est pourquoi je vous invite à faire cet effort, indispensable à notre culture syndicale et d'autre part, qui contribuera à la survie de notre presse CGT.

1 abonnement à la NVO va être réalisé.

Le 9 février. Salon des CE à Caen.



C'est la 1^{ère} fois que la CGT et le stand de la NVO étaient présents au salon des élus des CE.

Un stand de la NVO, cela ne passe pas inaperçu, malgré 60 exposants partenaires des CE (*l'UNSA et la CGC étaient également présents*).

Un certain nombre de visiteurs se sont arrêtés à notre stand, notamment des camarades de la CGT, mais aussi des salariés qui ont découvert les supports NVO (*Droit des CE, RPDS, Guide juridique, DP, CHSCT, etc.*).

Parmi nos visiteurs, **2 souhaitent adhérer à la CGT** (*ils vont prendre contact avec l'UL de Lisieux et Falaise*) **1 CE** a fait une promesse d'abonnement à la NVO et **1 CE** (Lagniel SA à Douvres la Delivrance) **s'est abonné à la NVO** (144€).

Un flyer « le rôle des Comités d'entreprise (ci-joint) a été distribué durant la journée.



Rappel

Rencontre Nationale des référents NVO

Le jeudi 9 mars 2017, de 10h à 13h, est prévue une réunion des référents NVO, à Montreuil.

Cette première rencontre, va nous permettre d'avoir un échange sur le rôle du référent et de mettre en place un plan de travail avec des objectifs par territoire.

LE DEBAT FAIT GERMER DES PROJETS

INDUSTRIE Les militants CGT des Pyrénées-Atlantiques préparent les assises de l'industrie du 22 février à Paris et la journée d'action du 21 mars. Durant deux jours, au cœur du bassin de Lacq-Orthez ils ont débattu de projets industriels et de la démarche syndicale à déployer pour les porter.



Les assises de l'industrie organisées par la CGT le 22 février à la Cité des sciences et de l'industrie à Paris sont préparées en territoires par des initiatives locales. C'est ainsi que la CGT des Pyrénées-Atlantiques a organisé deux rencontres les 9 et 10 février à Mourenx, au cœur du bassin industriel de Lacq-Orthez. D'abord un débat public puis une journée d'études réunissant les syndicats qui ont mis en débat différents projets de développement ou de

maintien d'activités industrielles portés par les syndicats CGT, notamment dans la chimie et la métallurgie.

Au cours de ces échanges, parfois très pointus, les militants ont évoqué les perspectives de reconversion, de redéploiement, de nouvelles productions. Notamment dans la chimie avec la fabrication de l'hydrogène comme source d'énergie non polluante, ou encore la filière de la fibre de carbone implantée depuis le déclin de l'exploitation du gisement gazier de Lacq. Ils ont aussi affirmé la nécessité de services publics pour répondre aux besoins des populations et des industries.

La CGT 64 ne part pas de rien car dans ce département et ce bassin d'emploi, l'intervention et les propositions de la CGT ont permis d'arracher quelques succès. C'est d'abord le cas de l'exploitation du gisement gazier dont Total avait décrété la fin dans les années 1990. L'action syndicale menée par la CGT avait alors réussi à imposer le maintien d'une industrie chimique liée au gaz naturel et l'implantation d'une nouvelle industrie de la fibre de carbone. Aujourd'hui, l'enjeu pour cette filière carbone, ce serait de marier l'expertise dans le domaine des résines qui existe chez Arkema au savoir-faire de Toray afin de diversifier l'offre en fabriquant une fibre imprégnée prête à de multiples usages.

La question énergétique a également été au centre des débats avec la filière hydrogène que la CGT souhaite voir développer sur la bassin de Lacq. L'enjeu étant de fabriquer ce gaz, que l'on présente comme un carburant propre pour l'automobile, mais qui peut aussi être mélangé en petites proportions au gaz de ville afin de diminuer l'empreinte carbone du gaz domestique. On pourrait aussi, afin de décarboner les rejets industriels, mélanger hydrogène et CO₂ pour fabriquer du méthane de synthèse qui circulerait dans les gazoducs en lieu et place du gaz naturel.

Sur le site NVO.

Mis à jour le 10.02.2017 à 18h00 | Publié par Régis Frutier

LES ASSISES DE L'AUTOMOBILE

INDUSTRIE Les 7 et 8 février, quelque 260 militants CGT de l'automobile se sont réunis à Montreuil. Au menu des discussions, les accords de compétitivité, la convention collective nationale, les salaires et la précarité. Partie prenante des journées de mobilisation pour l'industrie, la fédération des travailleurs de la métallurgie appelle également à une grande journée d'action dans l'automobile en juin.



Pari tenu pour la FTM-CGT. Les assises de l'automobile qui se déroulaient au siège de la confédération à Montreuil ont rassemblé 260 participants représentant 90 syndicats des différentes branches de l'automobile. Après les grandes mobilisations contre la loi « travail », l'impact du 49.3 est loin d'avoir été digéré par les militants CGT qui cherchent à dépasser l'effet de sidération. Un effet que conforte encore la signature d'accords de compétitivité dénoncés par la seule

CGT. De Smart à Renault, les syndicalistes témoignent, chiffres à l'appui, de l'arnaque des promesses d'embauches contre la flexibilité. La loi El Khomri facilite la multiplication de ces « accords-chantage » qui sacrifient salaires et conditions de travail au nom de l'emploi.

Denis Bréant, organisateur des assises pour la FTM-CGT, livre ses impressions au sortir des deux journées de débats : *« Face aux difficultés à mener les luttes, il était important de pouvoir discuter en toute franchise et d'avoir des partages, voire des confrontations, d'idées. Et ce, notamment en continuant à lier les syndicats des donneurs d'ordres et des sous-traitants pour les appréhender en termes de perspectives. Et on s'aperçoit que si le syndicat est seul à mener des perspectives, c'est beaucoup moins efficace que lorsque c'est mené de concert entre l'équipementier et le constructeur. Les interventions ont montré qu'il y avait à la fois ce besoin d'échanges et la volonté de mener la lutte. »*

DES PROPOSITIONS A PORTER

Outre les accords de compétitivité, les négociations en cours sur le nouveau dispositif conventionnel dans la métallurgie ont fait réagir la salle. Il y a quelques jours, la CGT métallurgie a quitté la table des négociations face au refus du patronat de la métallurgie, l'UIMM, de prendre en compte ses propositions, en matière de classifications notamment. Des participants au débat ont noté la difficulté de faire mesurer les enjeux de ces négociations aux salariés, qui pour la plupart sont dans l'ignorance du contenu de la négociation. Classifications, déroulement de carrière, prime d'ancienneté sont pourtant des éléments majeurs du salaire, qui, avec l'emploi, sont les principales préoccupations des travailleurs de la branche. La période des NAO actuellement en cours est donc propice à relancer ces revendications. Dans le même temps, la FTM-CGT appelle à des mobilisations en territoire et dans les entreprises dans la semaine du 27 février au 3 mars. Elle entend faire monter la pression autour des propositions CGT et pour une convention collective nationale du XXI^e siècle.

RALLUMER LA FLAMME

Ce n'est donc pas le renoncement, mais bien la volonté de rallumer la flamme qui s'est exprimée. Une volonté qui passe par le renforcement de la CGT dans toutes les catégories de salariés et par une présence des

militants sur le terrain. Après les assises de l'automobile, de nombreux militants du secteur prendront toute leur place aux assises de l'industrie prévue le 22 février à la cité des Sciences de la Villette à Paris.

« Nous savons d'ores et déjà qu'il y aura des grèves dans l'automobile pour la journée de l'industrie le 21 mars », annonce Denis Bréant, qui estime que « tant qu'on n'arrivera pas à bloquer les boîtes et l'économie, nous aurons du mal à faire réagir le patronat et le gouvernement. » Pour cette raison, le calendrier des actions décidées lors de ces assises ne s'arrêtera pas au 21 mars mais ira jusqu'en juin, où sera organisée une journée d'action dans l'automobile contre la précarité, pour des embauches et les salaires. Une journée qui devrait se traduire par des blocages chez des constructeurs.

Prochaines initiatives 2017 avec le stand NVO



- **2 mars, 3^{ème}** Conférence Régionale Métallurgie Normandie, à Dives/Mer.
- **8 et 9 mars**, Congrès de l'UL CGT de Rouen.
- **14 et 15 mars**, Congrès de l'UL CGT de Dieppe, salle Paul Eluard.
- **6 avril**, Salon des CE à Rouen.
- **18 et 19 mai**, Congrès de l'UL CGT de Lillebonne.
- **1^{er} juin**, Congrès de l'UL d'Alençon.
- **8 juin** Congrès de l'USTM de L'Eure.
- **21 et 22 septembre**, Congrès de l'UL CGT d'Elbeuf à la Londe.

N'hésitez pas à nous contacter pour vos initiatives (06.73.99.93.99)